



UNIMER

Group

COMMUNICATION FINANCIÈRE

Comptes Consolidés au 31 Décembre 2011

BILAN CONSOLIDÉ

(Exprimé en milliers de Dirhams)

ACTIF	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
ACTIF IMMOBILISÉ		
• Immobilisation en non-valeur	68 007	63 899
• Ecart d'acquisition	436 647	409 573
• Immobilisations incorporelles	160 700	158 838
• Immobilisations corporelles	1 489 986	1 266 981
• Immobilisations financières	68 815	40 753
• Impôts différés actifs	1 812	1 313
	2 225 967	1 941 357
ACTIF CIRCULANT		
• Stocks et en-cours	471 916	510 254
• Créances clients	513 032	354 233
• Autres créances d'exploitation	305 405	446 934
• Titres et valeurs de placement	4 541	8 153
	1 295 094	1 319 574
TRÉSORERIE - ACTIF	280 445	150 918
	3 801 506	3 411 849

BILAN CONSOLIDÉ

(Exprimé en milliers de Dirhams)

PASSIF	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
• Capital	100 139	100 139
• Primes d'émission, de fusion, d'apport	717 539	717 539
• Réserves consolidées	193 356	131 364
• Ecart de conversion	2 777	2 306
• Résultat consolidé	63 084	9 753
CAPITAUX PROPRES DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	1 076 895	961 101
• Dont : Capitaux propres part du groupe	856 961	829 632
• Intérêts minoritaires	219 934	131 468
• Dettes de financement	1 133 393	878 762
• Provisions pour risques et charges	5 614	6 704
• Impôts différés passifs	5 646	6 231
	1 144 653	891 697
PASSIF CIRCULANT		
• Fournisseurs et comptes rattachés	886 964	714 104
• Autres dettes d'exploitation	362 044	519 235
	1 249 008	1 233 339
TRÉSORERIE - PASSIF	330 950	325 712
	3 801 506	3 411 849

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDÉ

(Exprimé en milliers de Dirhams)

	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
PRODUITS D'EXPLOITATION	3 198 821	2 121 380
• Chiffre d'affaires	3 211 700	2 109 791
• Variation de stocks de produits	(29 625)	(594)
• Autres produits d'exploitation	16 746	12 183
CHARGES D'EXPLOITATION	(3 057 835)	(2 079 770)
• Achats et autres charges externes	(2 635 908)	(1 866 654)
• Impôts et taxes	(33 296)	(6 295)
• Charges de personnel	(275 760)	(130 216)
• Autres charges d'exploitation	(1 290)	(420)
• Dotations d'exploitation	(111 581)	(76 185)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	140 986	41 610
CHARGES FINANCIÈRES NETTES	(76 952)	(22 168)
RÉSULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTÉGRÉES	64 034	19 442
• Résultat non courant	44 031	8 964
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	108 065	28 406
• Impôt sur le résultat	(20 194)	(16 947)
RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES INTÉGRÉES AVANT AMORTISSEMENT DES ÉCARTS D'ACQUISITION	87 871	11 459
• DEA des écarts d'acquisition	(24 787)	(1 706)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	63 084	9 753
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	56 324	3 682
INTÉRÊTS MINORITAIRES DANS LE RÉSULTAT	6 760	6 071

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION CONSOLIDÉ

(Exprimé en milliers de Dirhams)

	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
Vente de marchandises en l'état	1 745 799	1 629 506
- Achat revendu de marchandises	(1 587 156)	(1 470 774)
= MARGE BRUTE SUR VENTE EN L'ÉTAT	158 643	158 732
+ PRODUCTION DE L'EXERCICE	1 436 276	479 691
Ventes de biens et services produits	1 465 901	480 285
Variation stocks de produits	(29 625)	(594)
Immobilisations produites par l'E/se pour elle-même	-	-
- CONSOMMATION DE L'EXERCICE	(1 048 752)	(395 880)
Achats consommés de matières et fournitures	(791 578)	(267 973)
Autres charges externes	(257 174)	(127 907)
= VALEUR AJOUTÉE	546 167	242 543
+ Subventions d'exploitation	(84)	113
- Impôts et taxes	(33 296)	(6 295)
- Charges de personnel	(275 760)	(130 216)
= EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION EBE OU INSUFFISANCE BRUT D'EXPLOITATION	237 027	106 145
- Autres charges d'exploitation	(1 290)	(420)
+ Reprises d'exploitation, transfert de charges	16 830	12 070
- Dotations d'exploitations	(111 581)	(76 185)
= RÉSULTAT D'EXPLOITATION	140 986	41 610
+/- RÉSULTAT FINANCIER	(76 952)	(22 168)
= RÉSULTAT COURANT	64 034	19 442
+/- RÉSULTAT NON COURANT	44 031	8 964
- Impôt sur les résultats	(20 194)	(16 947)
- DEA des écarts d'acquisition	(24 787)	(1 706)
= RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	63 084	9 753
Part du Groupe	56 324	3 682
Intérêts minoritaires	6 760	6 071

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

(Exprimé en milliers de Dirhams)

	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	63 084	9 753
• Variation des provisions pour risques et charges	(383)	1 779
• Reprise des provisions pour écart d'acquisition négatif	(707)	(707)
• Variation des provisions sur immobilisations financières	-	-
• Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	19 297	12 827
• Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	104 626	251 641
• Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	24 787	1 706
• Variation des impôts différés	(1 084)	5 016
• VNC des immobilisations corporelles et incorporelles cédées	78 504	1 229
• Autres variations	650	-
• Produit de cession des immobilisations	(77 247)	(17 774)
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	211 527	265 470
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	40 148	169 585
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ	251 675	435 055
• Acquisition des immobilisations incorporelles	(77 126)	(145 172)
• Impact de variation de périmètre	-	(386 171)
• Acquisition des immobilisations financières	(28 062)	(6 158)
• Acquisition des immobilisations corporelles	(406 135)	(551 973)
• Prix de cession d'immobilisations	77 247	17 774
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(434 076)	(1 071 700)
• Dividendes versés	(30 043)	(31 419)
• Augmentation de capital	82 102	-
• Augmentation des créances financières	-	-
• Emissions d'emprunts	254 631	544 664
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	306 690	513 245
Variation de Trésorerie	124 289	(123 400)
• Trésorerie d'ouverture	(174 794)	(85 666)
• Trésorerie de clôture	(50 505)	(174 794)
• Trésorerie sur variation de périmètre	-	(34 372)
	124 289	(123 400)

ÉTAT DES INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉES

1. REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITÉS DE CONSOLIDATION, RÈGLES D'ÉVALUATION

1.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe UNIMER sont établis conformément aux normes nationales prescrites par la Méthodologie adoptée par le Conseil National de Comptabilité (CNC) dans son avis N° 5 du 26 mai 2005.

1.2 Modalités de consolidation

a) Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation appliquées par le Groupe UNIMER sont les suivantes :

a.1 Intégration globale :

Pour toutes les filiales dans lesquelles UNIMER exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, l'intégration globale est la méthode pratiquée.

Le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles. Il résulte :

- Soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote ;
- Soit de la désignation, pendant deux exercices successifs, de la majorité des membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance ;

Le groupe est présumé avoir effectué cette désignation lorsqu'il a disposé, au cours de cette période, directement ou indirectement, d'une fraction supérieure à quarante pour cent des droits de vote et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détenait directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne ;

- Soit du droit d'exercer une influence dominante en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires, lorsque le droit applicable le permet et que UNIMER est actionnaire ou associé de l'entreprise concernée.

La méthode de l'intégration globale consiste à intégrer, après élimination des opérations et comptes réciproques, les comptes de la société consolidée en distinguant la part du groupe et les intérêts minoritaires.

a.2 Intégration proportionnelle

Les entités sous contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Cette méthode consiste à :

- Intégrer dans les comptes du Groupe la fraction représentative des intérêts de l'entreprise détentrice des titres dans les comptes de l'entreprise consolidée après retraitements éventuels ;
- Éliminer la fraction représentative des intérêts du Groupe dans les opérations et comptes les concernant réciproquement.

Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur accord.

Le Groupe exerce un contrôle conjoint sur les deux entités RETAIL HOLDING et LABEL VIE.

b) Date de clôture

Pour les deux exercices présentés, toutes les entités faisant partie du périmètre de consolidation ont clôturé leurs comptes au 31 décembre.

c) Principaux retraitements

La consolidation est effectuée à partir des comptes individuels des entités comprises dans le périmètre de consolidation du Groupe. Les principaux retraitements se déclinent comme suit :

c.1 Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est égal à la différence à la date d'acquisition entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part dans les actifs et passifs retraités de l'entité acquise.

L'écart d'acquisition fait l'objet d'un amortissement sur une durée déterminée en fonction de la nature de la société acquise et des objectifs fixés lors de l'acquisition. Les écarts d'acquisition du Groupe UNIMER sont amortis sur une durée de 10 ou 20 ans selon le cas.

c.2 Elimination des opérations intragroupe

Les opérations significatives entre les sociétés intégrées sont éliminées du bilan et du compte de produits et charges consolidés.

c.3 Elimination des provisions à caractère fiscal

Pour ne pas altérer l'image fidèle des comptes consolidés, les provisions et les écritures passées pour la seule application de la législation fiscale sont éliminées. Il s'agit notamment de :

- La constatation ou la reprise d'amortissement dérogatoires lorsqu'une entreprise du périmètre de consolidation du Groupe applique un système d'amortissement dégressif prévu par la législation fiscale, tout en estimant nécessaire de conserver comptablement un mode d'amortissement linéaire ;
- La constatation ou la reprise de provisions réglementées ;
- La reprise de subventions d'investissement au compte de produits et charges.

c.4 Impôts

La charge d'impôt comprend l'impôt courant de l'exercice et l'impôt différé résultant des décalages temporaires entre les bases comptables des actifs et passifs et leurs bases fiscales.

Les impôts différés résultant de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et les retraitements de consolidation sont calculés société par société selon la méthode du report variable, en tenant compte de la conception étendue.

Les impôts différés actifs résultant :

- Des décalages temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal,
- Des retraitements de consolidation,
- Des déficits fiscaux reportables,

sont constatés eu égard la situation fiscale de chaque entité, lorsqu'il est probable que des bénéfices futurs seront disponibles pour absorber ces impôts différés actifs.

c.5 Intérêts minoritaires

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les pertes d'une société consolidée est supérieure à leur part dans les capitaux propres, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures applicables aux intérêts minoritaires sont déduits des intérêts majoritaires, sauf si les associés minoritaires ont une obligation expresse de combler ces pertes.

Cependant, si ultérieurement l'entreprise consolidée devient bénéficiaire, la part du groupe est alors créditée de tous les profits réalisés jusqu'à absorption de la part des intérêts minoritaires imputés antérieurement.

c.6 Crédit-bail

Le Groupe a opté pour le traitement optionnel consistant à comptabiliser les immobilisations financées par crédit-bail au bilan en contrepartie d'une dette financière d'un montant équivalent.

Par ailleurs, au niveau du compte de produits et charges, les immobilisations sont amorties selon leur durée d'utilité et les charges d'intérêt sur emprunt sont comptabilisées en fonction de la durée des contrats ; les redevances étant annulées.

c.7 Ecart de conversion

Les écarts de conversion des actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont enregistrés au compte de produits et charges au cours de la période à laquelle ils se rapportent.

1.3 Méthodes et règles d'évaluation

Les principales méthodes et règles d'évaluation sont les suivantes :

a) Immobilisations en non-valeur

L'immobilisation en non-valeur est constituée essentiellement des frais préliminaires et des charges à répartir sur plusieurs exercices et est amortie de manière linéaire sur une durée de 5 ans.

b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties sur une durée ne dépassant pas cinq ans (licences de logiciels) sauf pour les brevets et droits assimilés qui sont amortis sur dix ans. Les fonds commerciaux ne sont pas amortis.

c) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Elles sont amorties sur la durée de vie estimée de chaque catégorie d'immobilisation.

Les principales durées d'amortissement utilisées sont les suivantes :

	Méthode	Durée
Constructions	Linéaire	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	Linéaire	10 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	10 ans
Installations techniques, matériel et outillage	Linéaire	10 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans

Les plus-values de cession intragroupe sont annulées en consolidation.

d) Immobilisations financières

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées figurent au bilan à leur prix d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées. Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées en consolidation lorsqu'elles sont significatives.

e) Stocks et travaux en cours

Les stocks et travaux en cours sont évalués au prix de revient sans que celui-ci puisse excéder la valeur nette de réalisation. Les stocks sont évalués, selon les activités, au coût moyen pondéré ou selon la méthode du premier entré - premier sorti (FIFO).

Les frais financiers ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks.

Les provisions pour dépréciation des stocks sont constituées le cas échéant pour ramener la valeur nette comptable à la valeur probable de réalisation.

f) Créances et dettes d'exploitation

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée dès l'apparition d'un risque de non recouvrement.

Les transactions exprimées en devises étrangères sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction.

Lors de l'arrêté des comptes, les soldes monétaires en devises sont convertis au taux de clôture par la contrepartie du compte de résultat.

g) Titres et valeurs de placement

Cette rubrique comprend des titres acquis en vue de réaliser un placement. Ils sont enregistrés au coût d'achat.

Une provision est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure au prix d'acquisition.

2. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE

La liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2011 est la suivante :

Sociétés	Pourcentages d'intérêt	Pourcentages de contrôle	Méthodes de Consolidation
UNIMER SA	100,00%	100,00%	Société mère
UNI CONSERVES	100,00%	100,00%	IG
TOP FOOD	99,98%	99,98%	IG
INVESTIPAR	100,00%	100,00%	IG
VCR - SODALMU	68,65%	68,65%	IG
VCR LOGISTICS	100,00%	100,00%	IG
RETAIL	33,80%	33,80%	IP
LABEL VIE	17,56%	33,80%	IP
KING GENERATION	79,44%	79,44%	IG
LOGICOLD	79,44%	79,44%	IG
ALMAR	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE VANELLI FRANCE	100,00%	100,00%	IG
VANELLI MAROC	100,00%	100,00%	IG
DÉLIMAR	100,00%	100,00%	IG
GLOBAL ENGRAULIS	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE UK	95,00%	95,00%	IG
LA MONÉGASQUE USA	100,00%	100,00%	IG
BELDIVA	76,00%	76,00%	IG

La liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2010 est la suivante :

Sociétés	Pourcentages d'intérêt	Pourcentages de contrôle	Méthodes de Consolidation
UNIMER SA	100,00%	100,00%	Société mère
UNI CONSERVES	100,00%	100,00%	IG
TOP FOOD	99,98%	99,98%	IG
INVESTIPAR	100,00%	100,00%	IG
VCR	99,54%	99,54%	IG
VCR LOGISTICS	100,00%	100,00%	IG
RETAIL	33,80%	33,80%	IP
LABEL VIE	19,91%	33,80%	IP
KING GENERATION	79,44%	79,44%	IG
LOGICOLD	79,44%	79,44%	IG
ALMAR	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE VANELLI FRANCE	100,00%	100,00%	IG
VANELLI MAROC	100,00%	100,00%	IG
DÉLIMAR	100,00%	100,00%	IG
GLOBAL ENGRAULIS	100,00%	100,00%	IG
LA MONÉGASQUE UK	95,00%	95,00%	IG
LA MONÉGASQUE USA	100,00%	100,00%	IG
BELDIVA	76,00%	76,00%	IG

IG : Intégration globale

IP : Intégration proportionnelle

3. COMPARABILITE DES COMPTES

Les principes et méthodes de consolidation retenus pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 sont les mêmes que ceux retenus pour l'exercice précédent.

4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

4.1 Actif immobilisé

a) Immobilisation en non-valeur

L'immobilisation en non-valeur aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010 s'analysent comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
Frais préliminaires	25 696	24 149
Charges à répartir sur plusieurs exercices	88 553	67 836
BRUT	114 249	91 985
Frais préliminaires	15 072	9 154
Charges à répartir sur plusieurs exercices	31 170	18 932
AMORTISSEMENTS	46 242	28 086
Net	68 007	63 899

b) Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition aux 31 décembre 2011 et 31 décembre 2010 s'analysent comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2010	Variations	31 Décembre 2011
Brut	426 823	51 861	478 684
Amortissements	(17 250)	(24 787)	(42 037)
NET	409 573	27 074	436 647

La variation des écarts d'acquisition s'explique essentiellement par l'écart d'acquisition constaté suite à la prise de contrôle par VCR de la société SODALMU. Cette prise de contrôle est intervenue suite à la fusion-absorption entre les deux sociétés au cours de l'exercice 2011.

c) Immobilisations incorporelles

La variation des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2010	Augmentations	Diminutions	31 Décembre 2011
Brut	164 530	3 002	-	167 532
Amortissements	5 692	1 140	-	6 832
NET	158 838	1 862	-	160 700

d) Immobilisations corporelles

La variation des immobilisations corporelles s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Déc. 2010	Augmentations	Diminutions	Autres variations	31 Déc. 2011
Brut	1 768 618	406 135	(85 049)	-	2 089 704
Amortissements	501 637	104 626	(6 545)	-	599 718
NET	1 266 981	301 509	(78 504)	-	1 489 986

e) Immobilisations financières

Le détail des immobilisations financières par nature s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
Créances financières	23 837	10 080
Titres de participation	53 099	36 697
Autres titres immobilisés	972	972
BRUT	77 908	47 749
Créances financières	157	2
Titres de participation	8 936	6 994
Autres titres immobilisés	-	-
PROVISIONS	9 093	6 996
NET	68 815	40 753

4.2 Actif circulant

a) Stocks et encours

Le détail des stocks et encours par nature s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
Marchandises	211 257	222 328
Matières et fournitures consommables	135 183	140 484
Produits intermédiaires et produits résiduels	68 146	97 032
Produits finis	69 187	58 370
BRUT	483 773	518 214
Marchandises	4 010	4 245
Matières et fournitures consommables	6 515	3 717
Produits intermédiaires et produits résiduels	667	-
Produits finis	665	-
PROVISIONS	11 857	7 962
NET	471 916	510 254

b) Créances d'exploitation

Le détail des créances d'exploitation par nature s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	21 071	30 188
Personnel	5 046	5 062
Etat	163 848	130 831
Comptes d'associés	2 093	10 243
Autres débiteurs	149 903	301 689
Comptes de régularisation actif	3 890	4 725
BRUT	345 851	482 738
PROVISIONS	40 246	35 804
NET	305 605	446 934

4.3 Capitaux propres

a) Variation des capitaux propres consolidés part du groupe

CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE AU 31 MARS 2010	136 996
Augmentation de capital	700 000
Résultat part du groupe	3 682
Distribution de dividendes	(22 000)
Autres variations	10 954
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2010	829 632
Augmentation de capital	471
Résultat part du groupe	56 324
Distribution de dividendes	(30 032)
Autres variations	566
CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE AU 31 DÉCEMBRE 2011	856 961

b) Variation des intérêts minoritaires

CAPITAUX PROPRES MINORITAIRES AU 31 MARS 2010	114 982
Résultat part des minoritaires	6 071
Autres variations	19 986
Distribution de dividendes	(9 571)
CAPITAUX PROPRES MINORITAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2010	131 468
Résultat part des minoritaires	6 760
Augmentation de capital	81 631
Autres variations	75
CAPITAUX PROPRES MINORITAIRES AU 31 DÉCEMBRE 2011	219 934

4.4 Dettes de financement

Le détail des dettes de financement par nature se présente comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
Emprunt obligataire	169 000	169 000
Dettes de financement	852 310	698 078
Dettes de crédit-bail	112 083	11 684
	1 133 393	878 762

4.5 Provisions pour risques et charges

Le détail des provisions pour risques et charges par nature s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
Provisions pour risques - Ecart d'acquisition négatif	4 144	4 851
Autres provisions pour risques et charges	1 470	1 853
	5 614	6 704

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au résultat sur une durée qui reflète les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

Les écarts d'acquisition négatifs du Groupe UNIMER sont rapportés au compte de résultat sur une durée de 10 ans.

4.6 Autres dettes d'exploitation

Le détail des autres dettes d'exploitation par nature s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
Clients créditeurs, avances et acomptes	13 745	5 580
Personnel	13 281	9 796
Organismes sociaux	15 812	21 957
Etat	212 010	199 387
Comptes d'associés	18 146	73 998
Autres créanciers	70 941	185 339
Comptes de régularisation passif	12 947	18 510
Autres provisions pour risques et charges	5 162	4 668
	362 044	519 235

4.7 Chiffre d'affaires

Le détail du chiffre d'affaires s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
Ventes de marchandises en l'état	1 745 799	1 629 506
Ventes de biens et services produits	1 465 901	480 285
	3 211 700	2 109 791

4.8 Achats et autres charges externes

Le détail des achats et autres charges externes s'analyse comme suit :

(en milliers de DH)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
Achats revendus de marchandises	1 587 156	1 470 774
Achats consommés de matières et fournitures	791 578	267 973
Autres charges externes	257 174	127 907
	2 635 908	1 866 654

4.9 Engagements hors bilan

a. Engagements donnés

(en milliers de DH)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
Autres engagements donnés AT/IT	117 994	68 297
Nantissement fonds de commerce	115 934	116 816
Nantissement de matériel	50 000	11 000
Nantissement de marchandises	27 762	-
Hypothèque	40 000	3 800
Suretés données	94 350	113 088
	446 040	313 001

b. Engagements reçus

(en milliers de DH)	31 Décembre 2011	31 Décembre 2010
Avals et cautions	35 000	21 000

PRICEWATERHOUSECOOPERS  **Mohamed Youssef SEBTI** 4, Allée des Roseaux Casablanca
 Price Waterhouse 101, Bd. Massira Al Khadra, Casablanca Aux Actionnaires de la Société UNIMER S.A. Casablanca

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2011

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés, ci-joints, de la société UNIMER S.A. et de ses filiales (Groupe UNIMER), comprenant le bilan au 31 décembre 2011, ainsi que le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 1 076 895 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 63 084.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux normes marocaines. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des Auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relative à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.


Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états financiers consolidés du Groupe UNIMER, cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2011, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes marocaines telles qu'adoptées par le CNC le 15 juillet 1999.

Casablanca, le 18 mai 2012 **Les Commissaires aux Comptes**

Price Waterhouse  **M. Y. SEBTI** 
 A. Belkassi Associé **Expert - Comptable** Mohamed Youssef Sebti Expert-Comptable

Price Waterhouse 101, Bd. Massira Al Khadra - Casablanca
 T. 0522 88 40 40 / 0522 77 90 90
 F. 0522 77 90 90 / 0522 99 11 99
 E. PWC101@PWC.COM / PWC101@PWC.COM
 S. 0522 88 40 40 / 0522 77 90 90

M. Y. SEBTI
 Expert - Comptable
 A. Allée des Roseaux - Casablanca
 T. 022 26 55 8283 - F. N° 40501140